culture et les autres organismes intéressés, compte tenu des opinions exprimées à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session, et de présenter tous renseignements complémentaires au Conseil économique et social lors de sa cinquante-troisième session;

3. *Autorise* le Secrétaire général à faire appel au concours du Groupe d'experts chargé d'étudier la création d'une université internationale, constitué conformément à la résolution 2691 (XXV) de l'Assemblée générale, dont la composition devrait être élargie sans que le nombre de ses membres dépasse vingt afin de permettre la désignation de cinq experts supplémentaires par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en consultation avec le Secrétaire général et les organismes et programmes intéressés³⁵;

4. *Invite* le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à présenter au Conseil économique et social, lors de sa cinquante-troisième session, toutes autres observations et recommandations à ce sujet qu'il jugera appropriées;

5. *Prie* le Conseil économique et social d'étudier de manière approfondie, conformément à sa résolution 1653 (LI), les rapports et recommandations contenus dans le rapport du Secrétaire général, le nouveau rapport du Secrétaire général et les vues exprimées par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session, un rapport ainsi que toutes recommandations qu'il voudra formuler sur la question de la création d'une université internationale;

6. *Prie* le Conseil économique et social de tenir compte également des vues exprimées à l'Assemblée générale pendant sa vingt-sixième session;

7. *Invite* la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, lors de sa dix-septième session, à présenter à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session, les commentaires et observations à ce sujet qu'elle jugera appropriés;

8. *Décide* d'examiner la question à fond lors de sa vingt-septième session.

2021^e séance plénière,
16 décembre 1971.

2823 (XXVD). Rapport de la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2638 (XXV) du 19 novembre 1970, par laquelle elle a décidé de convoquer la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel afin de traiter de la stratégie et de l'orientation à long terme des activités de cette organisation, y compris son rôle dans la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et le transfert et

l'adaptation des connaissances techniques en vue du développement industriel des pays en voie de développement, de la structure organique de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et des questions relatives à son financement,

Ayant présents à l'esprit le rôle essentiel de l'industrialisation dans le progrès économique et social des pays en voie de développement, ainsi que le rôle central et la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans les efforts tendant à examiner et à favoriser la coordination de toutes les activités menées dans le domaine du développement industriel par les organismes des Nations Unies, comme le prévoit le paragraphe 27 de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 17 novembre 1966.

Convaincue que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ne pourra s'acquitter avec succès de la tâche qui lui incombe de promouvoir l'industrialisation des pays en voie de développement dans le cadre de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, contenue dans la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, en date du 24 octobre 1970, que si les efforts et les ressources de cette organisation et les ressources d'autres organismes appropriés des Nations Unies chargés du financement du développement industriel sont concentrés sur des domaines prioritaires indiqués dans une stratégie à long terme clairement définie pour ses activités,

Prenant note de la résolution 1635 (LI) du Conseil économique et social, en date du 30 juillet 1971, par laquelle le Conseil a transmis à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-sixième session, le rapport de la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel³⁶, ainsi que les observations des délégations³⁷,

Prenant acte du rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa cinquième session³⁸,

1. *Fait sienne* la résolution de consensus sur la stratégie à long terme, la structure et le financement de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, adoptée par la Conférence internationale extraordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel le 8 juin 1971³⁹ et prend acte du rapport de ladite conférence et des vues des Etats Membres qui y sont consignées, ainsi que du rectificatif au rapport⁴⁰ et des vues exprimées à ce sujet;

2. *Se félicite* des directives exposées dans la section I de ladite résolution, qui constituent un cadre approprié pour élaborer la stratégie à long terme des activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre immédiatement des mesures pour nommer un groupe restreint d'experts hautement qualifiés appartenant aux divers groupes géographiques et choisis en consultation avec leurs gouvernements respectifs, qui sera chargé de

³⁵ Le Groupe d'experts chargé d'étudier la création d'une université internationale se compose des personnes suivantes : M. Isao Amagi, M. Andrew W. Cordier, M. Mohammed H. El-Zayyat, M. Gyula Eorsi, M. Jacques Freymond, M. R. Gaudry, M. Eduardo Hardoy, M. Felipe Herrera, M. Abdul Razzak Kaddoura, M. Joseph Ki-Zerbo, M. S. P. Lopez, sir William Mansfield Cooper, M. Davidson S. H. W. Nicol, le révérend Benjamín Núñez, M. G. Parthasarathi, M. Victor Sahini, M. Abdus Salam, M. Jean Sirinelli, M. Saydou Madani Sy et M. S. Verosta.

³⁶ ID/SCU/4 et Corr.3; communiqués aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/8341 et Corr.1. Une version révisée du rapport (ID/SCU/4/Rev.1) a été publiée ultérieurement sous la cote A/8341/Rev.1.

³⁷ Voir E/AC.6/SR.538 et 539.

³⁸ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-sixième session, Supplément n° 16 (A/8416).

³⁹ A/8341 et Corr.1, par. 46, résolution ID/SCU/Res.1.

⁴⁰ A/8341/Corr.1.

mener à bien la tâche importante de formuler, conformément aux directives exposées dans la section I de la résolution susmentionnée et en tenant compte notamment de celle qui préconise un examen spécial des besoins des pays en voie de développement les moins avancés en matière d'industrialisation, la stratégie à long terme des activités de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, et de soumettre son rapport final au Conseil du développement industriel dès que possible et, en tout cas, en temps utile pour qu'il puisse être examiné à sa septième session;

4. *Prie* le Conseil du développement industriel de proposer à l'Assemblée générale, en temps voulu, les mesures nécessaires pour réunir une autre conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en 1974 ou 1975, selon qu'il conviendra, et de formuler des recommandations en vue d'un ordre du jour provisoire pour cette conférence, en gardant présente à l'esprit la nécessité d'examiner les progrès réalisés en matière d'industrialisation au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement;

5. *Recommande* au Conseil du développement industriel de prendre, à sa sixième session, les mesures prévues au paragraphe 9 de la section II de la résolution de consensus et de créer, en tant qu'organe subsidiaire, un comité permanent du Conseil chargé du mandat énoncé dans ladite résolution;

6. *Estime* souhaitable que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel ait une plus grande autonomie pour les questions administratives, y compris le recrutement du personnel et la gestion de son programme de publications;

7. *Se déclare satisfaite* de l'initiative que le Conseil économique et social a prise, aux termes de sa résolution 1617 (LI) du 27 juillet 1971, de demander que le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement accorde une attention particulière, conformément à l'ordre de priorité assigné par les pays en voie de développement, aux demandes d'assistance présentées dans le domaine du développement industriel, en particulier par les pays en voie de développement les moins avancés, notamment en ce qui concerne le développement de la technologie industrielle et les projets pilotes dans le domaine de l'industrie;

8. *Prie instamment* le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement de planifier le montant de la réserve du Programme de telle sorte qu'une somme minimale de 2 millions de dollars puisse être affectée chaque année au financement du programme des services industriels spéciaux et que des ressources supplémentaires soient fournies en fonction des impératifs futurs, compte tenu des besoins avérés;

9. *Prie* le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement d'accorder, parmi les projets mondiaux mentionnés aux paragraphes 21 à 26 du consensus adopté le 30 juin 1970 par le Conseil d'administration du Programme à sa dixième session⁴¹, une attention particulière aux projets dans le domaine du développement de la technologie industrielle;

10. *Invite* le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à

prêter un concours total aux conférences industrielles régionales tenues à l'échelon ministériel ou à d'autres échelons sous les auspices des commissions économiques régionales et du Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, afin de faciliter une meilleure coordination régionale des politiques de développement industriel;

11. *Décide* de créer un Comité spécial de la coopération entre le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, composé des Etats Membres dont les représentants siègent au bureau du Conseil d'administration du Programme et au bureau du Conseil du développement industriel⁴², qui examinera en détail, de concert avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement et le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tous les aspects de la coopération entre ces deux organismes, particulièrement ceux qui ont trait à la formulation, à l'examen et à l'approbation des projets relatifs à l'industrie, et soumettra un rapport à ce sujet, accompagné des observations du Conseil d'administration du Programme et de celles du Conseil du développement industriel, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale lors de sa vingt-septième session;

12. *Prie* le Secrétaire général de réunir le Comité spécial, à New York, à une date rapprochée, et de lui fournir toutes les facilités et toute l'assistance nécessaires;

13. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, agissant en coopération avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les commissions économiques régionales et le Bureau économique et social des Nations Unies à Beyrouth, à aider les pays en voie de développement, en particulier les moins avancés d'entre eux, à tirer pleinement parti des avantages du système généralisé de préférences pour les articles manufacturés et semi-finis;

14. *Invite* le Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel à examiner la question de l'organisation et de la structure de son secrétariat, en vue d'adapter ce dernier aux exigences changeantes du programme de travail à la lumière de la Stratégie internationale du développement et, en particulier, à la nécessité de mener à bien les activités opérationnelles de l'Organisation, et à présenter à ce sujet les rapports et propositions voulus au Conseil du développement industriel;

15. *Recommande* que, dans le cadre des travaux préparatoires de la prochaine conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Conseil du développement industriel continue d'examiner les propositions présentées à la Conférence internationale extraordinaire au sujet des modifications et améliorations qui pourraient être nécessaires, conformément au paragraphe 37 de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, pour répondre pleinement aux besoins croissants dans le domaine du développement industriel.

2021^e séance plénière,
16 décembre 1971.

⁴¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-neuvième session, Supplément n° 6A (E/4884/Rev.1), chap. V, annexe.

⁴² Le Comité spécial se compose des Etats Membres suivants : Bulgarie, Costa Rica, Danemark, Ghana, Hongrie, Inde, Italie, Mexique et Ouganda.